

INTERGLOBAL

PAYS BASQUE

L'Eta renonce à la guerre pour gagner la paix

Rémi Rivière

Considérée par l'Espagne comme une victoire sur le terrorisme, la fin annoncée de l'organisation armée basque annonce une nouvelle stratégie politique pour revendiquer l'indépendance du Pays Basque.

Patxi Lopez est un homme sensible. Ce 22 octobre à Saint-Sébastien, le président de la Communauté autonome basque fond en larmes au cours d'un meeting du parti socialiste espagnol, censé pourtant célébrer « la fin de la terreur au Pays Basque ». L'hommage était certes poignant pour saluer la mémoire des victimes - notamment socialistes - tués par l'organisation clandestine basque ETA qui annonçait deux jours plus tôt « l'arrêt définitif de son activité armée ». Mais au cours de la même cérémonie, les propos d'Alfredo Pérez Rubalcaba, candidat socialiste à la présidence du gouvernement espagnol, sonnèrent comme l'authentique tragédie que joue le parti : « Nous leur avons enlevé les bombes, nous devons maintenant leur enlever les votes ». A moins d'un mois des élections législatives, les socialistes espagnols peuvent effectivement sortir les mouchoirs en perspective d'un désastre électoral annoncé, que le dernier communiqué de l'ETA risque d'amplifier dans la Communauté autonome basque.

En tournant la page de la violence, et sans retour possible, la bande armée ne met pas genoux à terre, mais redistribue les cartes d'une nouvelle donne politique où se joue l'indépendance du Pays Basque. Une façon de

perdre la guerre pour mieux gagner la paix. Et de donner la main aux partis de la gauche indépendantiste basque, interdits de représentations depuis 2003, en enlevant toute légitimité à la violence de l'Etat espagnol. Un art martial qui consiste à se dérober lors de la charge de l'adversaire pour le déséquilibrer.

Après plus de cinquante ans d'existence, l'ETA (Euskadi ta Askatasuna - « Pays Basque et liberté » en basque) ouvre une nouvelle ère au Pays Basque, marquée par un grand soupir de soulagement au sein de la société basque des deux côtés de la frontière franco-espagnole. Mais point de scènes de liesse dans les rues, plutôt une retenue, à l'image d'une manifestation rassemblant près de 50.000 personnes à Bilbao à l'appel de la gauche indépendantiste basque, pour réclamer, déjà, le rapprochement de plus de 700 prisonniers basques et la libération de ceux qui ont purgé leurs peines.

Les célébrations se font plutôt à Madrid, où l'on proclame la victoire militaire de l'Etat de droit sur le terrorisme. Le chef du gouvernement espagnol, le socialiste José-Luis Rodríguez Zapatero, a salué « la légitime satisfaction de la victoire de la démocratie, de la loi et de la raison ». Et même parmi les conservateurs du Partido Popular dont le leader, Mariano Rajoy, a souligné la « grande nouvelle » alors même que les journaux proches de son mouvement continuent de nier la paix et maintiennent que l'ETA n'a pas déposé les armes et ne s'est pas

dissoute. Une envie d'en découdre et de maintenir une posture guerrière qui en dit long sur les conséquences de ce conflit bien plus vieux que la démocratie espagnole. Et sur la difficulté de tourner la page. Car l'ETA n'est pas morte de ses blessures, encore moins, comme le clame Madrid, de l'action conjuguée de la justice, du droit et de la répression policière.

Certes, la coopération policière entre la France et l'Espagne a porté de rudes coups à l'ETA. La communication exclusive du ministère de l'intérieur espagnol fait état de l'arrestation de 23 responsables dans l'organisation clandestine au cours de ces dix dernières années. L'audience nationale espagnole, la plus haute juridiction du pays, a mené une guerre sans relâche à la « nébuleuse » de l'ETA, selon la formule du juge vedette espagnol Baltasar Garzón, s'attaquant aux journaux, aux partis politiques, aux milieux culturels basques, aux élus et même à l'enseignement en langue basque, asphyxiant la société basque pour isoler l'ETA à grand renfort de lois et de mesures d'exception.

Action et répression

Pourtant, au jeu de l'« action-répression », le groupe armé a su, par le passé, tirer son épingle du jeu. La technique qui consiste à exposer la population aux tirs de l'ennemi pour l'impliquer dans le conflit est même éprouvée. Mais depuis les années 90, la base sociale de l'ETA se ré-

duit comme peau de chagrin. On est loin des hauts-faits d'armes glorieux du combat contre la dictature espagnole, comme ce jour de décembre 1973, lorsque 100 kilos d'explosifs en plein cœur de Madrid envoyaient valdinguer dans les airs l'amiral Carrero Blanco, successeur désigné de Franco, donnant lieu à une joie sourde et à quelques chansons populaires moqueuses. Dans les années 80, alors que la jeune démocratie espagnole s'essaye à une transition souple du franquisme, l'usage de la lutte armée est encore au centre du débat social basque. Au prix d'une campagne de violence intense, l'ETA parvient à faire plier en 1981 le gouvernement espagnol qui voulait imposer au Pays Basque, dans le petit village préservé de Lemoiz, une vaste centrale nucléaire. Deux ans plus tard, la création par le gouvernement espagnol des Groupes anti-terroristes de libération (Gal) pour tuer les militants de l'ETA réfugiés au Pays Basque de France, accroît encore les soutiens à l'organisation indépendantiste. En 1989, c'est une organisation solide qui entame une première trêve et tente une négociation avec le gouvernement espagnol de Felipe González. Un premier échec qui se répètera en 1998, lors des accords dits de « Lizarra Garaiz ». Et nouvel espoir déçu pour une société basque qui peine désormais à comprendre la logique guerrière et rejette chaque jour davantage les attentats de l'ETA, désormais également ciblés sur des hommes politiques ou des journalistes. Le vote en faveur

Un employé municipal de Bayonne (Pays Basque de France) nettoie un mur à la gloire de militants de l'ETA où l'on peut lire en basque „Gudari herria zurekin“ (Soldat le peuple est avec toi).



PHOTO : RÉMI RIVIÈRE

des partis de la gauche indépendantiste basque, proche idéologiquement de l'ETA, s'en ressent et décroît jusqu'en 2003 où la justice espagnole proclame la loi des partis qui interdit toute représentation politique aux formations ne condamnant pas explicitement la violence basque. En 2006, un nouveau processus de paix est interrompu de fait par l'ETA, qui revendique un attentat à la voiture piégée dans le terminal de l'aéroport de Madrid Barajas, causant la mort de deux personnes. A la table des négociations, les responsables politiques de la gauche indépendantiste sont désavoués. Ce sont eux qui mettront fin à « l'activité armée » de l'ETA. L'ETA, fondée l'année où la guérilla des barbudos a pris le pouvoir à Cuba, est morte en 2011 de son anachronisme, du manque d'efficacité de sa stratégie et du renoncement logique de sa base sociale.

L'adieu aux armes n'a pas été aisé. Depuis près de trois ans, l'ETA n'a pas commis d'attentat. Les discussions internes ont été longues avant de proclamer, en septembre 2009, un cessez-le-feu, puis une trêve « vérifiable et illimitée » en janvier 2011. Face au gouvernement espagnol qui exigeait toujours plus, les partis de la gauche indépendantiste basque se sont empressés de verrouiller définitivement toute velléité possible d'un retour aux armes, en annonçant sans ambages qu'ils condamneraient toute nouvelle action de l'ETA. C'était aussi la condition pour présenter une liste électorale qui échappe à la loi des

partis. Malgré les efforts du gouvernement espagnol pour interdire un premier parti, puis un second, la gauche indépendantiste basque a pu se présenter aux élections municipales du 22 mai 2011, atteignant un score historique et raflant plus de 25 pour cent des voix, juste derrière la première force politique du Pays Basque, le Parti Nationaliste Basque (PNB - droite indépendantiste). Un signe des temps qui permet de capitaliser dans les urnes la défaite de la lutte armée. La troisième annonce de l'ETA, ce jeudi 20 octobre, d'un « arrêt définitif de son activité armée », un mois avant les élections législatives espagnoles, vise également la réussite électorale de la gauche indépendantiste, qui lorgne cette fois sur les voix du PNB.

Enjeu électoral

L'ETA a toujours pesé sur les élections. La question du conflit basque est même un enjeu électoral pour le gouvernement espagnol. L'ETA a été, directement ou indirectement, la clé des victoires ou des défaites des gouvernements espagnols successifs : élimination physique de Carrero Blanco en 1973, défaite de Felipe González en 1996 après quatre mandats et un règne entaché du « terrorisme d'Etat » du Gal et de nombreux attentats de l'ETA, élection de José María Aznar sur un programme qui faisait la part belle à la lutte contre l'ETA et, après deux mandats, défaite électorale au profit de José Luis Rodríguez Zapatero pour avoir voulu faire croire

aux Espagnols que l'attentat sanglant de la Gare Atocha, le 11 mars 2004, avait été perpétré par le groupe armé basque.

Coincés par une opinion publique espagnole chauffée à blanc sur la question basque par une véritable communication de guerre, les deux principaux partis espagnols, le Partido popular et le Parti socialiste ouvrier, doivent également baisser les armes et renoncer à un rapport conflictuel avantageux, militairement peu éprouvant, qui cautionne les interdictions de partis et permet notamment de maintenir dans la communauté autonome basque un pouvoir artificiel. Si les socialistes tentent aujourd'hui de capitaliser cette victoire contre le terrorisme, alors que les sondages promettent qu'ils seront balayés de l'assemblée le 20 novembre au profit de la droite, ils partagent aussi l'analyse des conservateurs qui ont décrété, il y a déjà un an, que « le danger ne s'appelle plus ETA mais gauche indépendantiste ».

Les causes structurelles du conflit au Pays Basque restent les mêmes : la reconnaissance des droits culturels, sociaux, civiques et politiques du peuple basque, et notamment son droit à l'autodétermination. Noyées par Paris et Madrid dans la lutte contre le terrorisme, ces revendications prennent une résonance nouvelle lorsque est désamorcée la question de la violence. Déjà des voix s'élèvent, notamment au sein du « basque friendship group » du Parlement européen pour dénoncer des at-

teintes à la liberté d'opinion et des arrestations politiques au Pays Basque. Un Groupe international de contact, dirigé par l'avocat Sud-africain Brian Currin et approuvé par une dizaine de prix Nobel de la paix, s'est réuni le lundi 17 octobre à Saint Sébastien en présence de personnalités telles que l'ancien secrétaire des Nations unies, Kofi Annan, l'ancien Premier ministre irlandais Bertie Ahern, le conseiller de Tony Blair, Jonathan Powell ou le leader du Sinn Féin, Gerry Adams. Ils demandent aux gouvernements français et espagnols de « consentir à l'ouverture d'un dialogue traitant exclusivement du conflit ». Une pression internationale pour rappeler à Paris, qui se borne à considérer la question basque comme « un problème exclusivement espagnol » et à Madrid, qui refuse toute discussion politique avec la gauche indépendantiste basque, que les lignes ont bougé. Désormais, les regards se tournent vers les « mesures d'exceptions » espagnoles et françaises, le régime des prisonniers basques soumis à des considérations politiques, la pratique de la torture en Espagne épinglée chaque année par Amnesty International ou la question encore taboue des victimes du terrorisme du Gal et de la répression policière espagnole. En déposant les armes, Eta montre la violence de son adversaire. C'est aussi le principe de la lutte non-violente.

Rémi Rivière est un journaliste vivant à Bayonne et actuellement directeur de la publication de Pays Basque Info.